

# RICHARD COOPER

Professeur d'économie à l'Université d'Harvard

Je vais interpréter mon sujet de façon un peu plus vaste que prévu. A l'origine, il était question uniquement des nouvelles technologies et de la compétitivité. En fait, je vais parler des changements politiques, des nouvelles technologies et de l'impact sur la compétitivité. La compétitivité est un mot très utilisé par les politiciens, les journalistes et d'autres sans que sa définition soit entièrement claire. Ce qu'elle signifie pour un économiste en termes d'entreprise est relativement simple. Nous disons d'une entreprise qu'elle est compétitive si elle est rentable dans son activité sans perdre de parts de marché et qu'elle est super-compétitive si elle gagne des parts de marché sans perdre sa rentabilité.

Le terme « compétitivité » est passé du vocabulaire des entreprises dans le langage courant et malheureusement cette notion ne se s'applique pas toujours parfaitement, par exemple si vous pensez à des pays tout entiers ou à des entités plus larges. Nous avons eu, il y a 15 ans, une commission présidentielle américaine sur la compétitivité. Après d'âpres débats sur cette question de définition, il a été conclu que la compétitivité pour un pays signifiait fondamentalement la productivité de l'économie dans son ensemble, étroitement liée au standard de vie. Lorsque vous vous écartez de la spécificité, le terme bien sûr perd de sa spécificité mais chacun assume qu'il sait ce que veut dire compétitivité et j'assumerai donc que nous parlons tous de la même chose.

La première question que je souhaite traiter ici est celle de l'influence de la politique climatique sur la compétitivité. Peu de parties du monde aujourd'hui ont une politique climatique. L'Union européenne se trouve être la principale partie du monde à avoir une politique climatique. Si nous pensons qu'utiliser l'atmosphère pour le rejet des gaz à effets de serre est socialement indésirable sur le long terme - et c'est ce à quoi a trait notre préoccupation avec le changement climatique - alors, nous devons d'une façon ou d'une autre rationner le rejet des gaz à effets de serre dans l'atmosphère et nous avons eu des discussions à ce sujet lors de la 18e Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre sur les changements climatiques et également lors d'autres concertations.

Le problème se pose de savoir qui doit payer pour limiter les émissions et nous savons tous que presque tous les gouvernements du monde aujourd'hui sont à court de fonds. Il peut y avoir des exceptions, comme le Qatar, mais la plupart des gouvernements, y compris la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et l'Europe, sont à court de fonds, donc les efforts vont vers chercher à imposer les coûts à quelqu'un d'autre. Qui est ce quelqu'un d'autre ? Ce sont nous, les gens, les entreprises. Mais fondamentalement, nous ne voulons pas y faire face. Le fait est que limiter les émissions ne peut pas être réalisé sans entraîner des coûts et le problème de savoir qui supporte ces coûts est extrêmement pertinent. Placer les coûts directement ou indirectement sur les entreprises productives affecte leur compétitivité - c'est le lien - particulièrement si les entreprises produisent des biens commercialisables pour lesquels les importations ou les exportations sont importantes. Si un gouvernement impose les coûts de la réduction des émissions à ses entreprises et si un autre gouvernement ne le fait pas, nous avons un problème de compétitivité sur le marché mondial et sur les marchés nationaux.

C'est un problème qui est mentionné de temps à autre dans les discussions sur le changement climatique mais qui n'a pas été un point essentiel dans ces discussions. Lorsque vous abordez la politique à adopter à ce sujet dans chaque pays, ce problème devient un point majeur de la discussion. Les Etats-Unis sont connus pour ne pas avoir de politique nationale sur le changement climatique bien que certains Etats en ait adopté une. Nous avons eu cependant un projet de loi adopté par la Chambre des députés en 2009, le projet de loi Waxman-Markey, d'après le nom des deux parlementaires qui l'ont parrainé. Ce projet de loi contenait un article politiquement important stipulant que les marchandises provenant de pays n'ayant pas adopté de mesures comparables pour limiter les émissions de gaz à effets de serre seraient soumises à des taxes frontalières en arrivant aux Etats-Unis. Le schéma de base de ce projet de loi était comparable de façon générale à ce qui existe en Europe aujourd'hui, à savoir un système de plafonnement et d'échange. Mais encore une fois, pour les pays expédiant des marchandises vers les Etats-Unis et qui n'ont pas de politique de changement climatique comparable à celle envisagée dans ce projet de loi, des taxes frontalières seraient imposées.

Les Européens ont géré ce problème d'une façon différente et certains d'entre vous ne sont peut-être pas familiarisés avec leur approche. Les Européens ont alloué leurs permis d'émission librement à plus de 12 000 entreprises concernées par le système de plafonnement et d'échange. C'est une énorme opération d'un point de vue administratif. Ces permis étaient alloués librement, neutralisant l'effet compétitif. Cette approche soulève la question du principe d'allocation. L'allocation a été laissée à l'initiative des gouvernements nationaux et chaque gouvernement a alloué les permis aux industries dont il souhaitait améliorer la compétitivité. Par exemple l'Allemagne a alloué un nombre disproportionné de permis à son industrie de l'acier. L'Italie a alloué un nombre disproportionné de ses permis à son industrie de la céramique et ainsi de suite ; il n'y a pratiquement pas un gouvernement qui soit innocent de ce point de vue. Ce système a été une méthode très intelligente et très couverte, de fournir des subventions aux industries que chaque gouvernement national concevait comme subissant une pression compétitive sur les marchés internationaux.

Malheureusement, du point de vue de l'Union européenne, cette approche a créé une distorsion de la concurrence intra-européenne et de la concurrence extérieure, donc pour ce qui est appelé la phase trois, qui va de 2013 à 2020, Bruxelles a repris ce processus d'allocation de façon à éviter de tels écarts en Europe. Mais je m'attends à ce que nous revoyons le même processus. Ce sera fait de façon plus uniforme mais les industries et les secteurs exportateurs recevront un nombre disproportionné de permis gratuits et les enchères privilégiées de Bruxelles ne domineront pas l'allocation. C'est un mécanisme différent de celui envisagé par la législation américaine. Le point que je veux souligner ici, c'est que les politiques pour gérer le changement climatique seront extrêmement sensibles, dans tous les pays, en ce qui concerne la compétitivité et la façon dont elle affecte les entreprises de chaque pays.

Les pays développés ont promis, dans l'Accord de Copenhague (COP16) ratifié à Cancun, 100 milliards de dollars US par an jusqu'en 2020 aux pays en développement pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, bien qu'il s'agisse d'un engagement politique et non d'une obligation légale. En supposant que cet argent soit versé, j'ai peur que l'intention des pays en voie de développement soit de financer à l'aide de ces fonds les coûts encourus par leurs entreprises pour l'atténuation des émissions nocives. Se pose à nouveau le problème de la compétitivité que je viens de soulever et qui ne sera pas respectée. Nous avons des attentes ici qui ne sont tout simplement pas viables. Je fais maintenant une prévision politique : il ne sera pas acceptable pour l'Inde, pour prendre cet exemple important, de libérer les entreprises indiennes du coût de l'atténuation, de leur permettre d'exporter leurs produits vers l'Europe, les Etats-Unis et d'autres parties du monde sans attirer une résistance effective sous forme de taxes frontalières ou d'autres restrictions de la part des pays importateurs.

C'est un problème qui n'a pas été beaucoup évoqué dans les négociations sur le changement climatique. Il y a un conflit direct avec la viabilité de notre système commercial actuel, représenté par le l'Organisation mondiale du commerce (WTO). Il y a un énorme écart entre le cadre des règles commerciales du WTO et ce que nous pensons faire à propos du changement climatique. Je pense que le monde a été extrêmement bien servi par les règles commerciales que nous avons eues au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Une grande partie de notre croissance et notre prospérité mondiale est due à la croissance du commerce international et du commerce entre les pays. Donc, si nous devons progresser sur le changement climatique de la façon dont nous le faisons jusqu'à présent, il y aura un effet secondaire extrêmement dommageable si le système commercial est sapé par la politique sur le changement climatique.

Heureusement, il y a une solution naturelle à ce problème et la solution consiste à établir un prix pour les émissions de gaz à effets de serre et à facturer ce même prix à tout le monde, dans le monde entier. Tout comme nous rationnons le pétrole en facturant un prix pour le pétrole et ce prix a augmenté progressivement afin de rationner la consommation de pétrole, nous rationnons le cuivre en facturant un prix pour le cuivre. Quiconque veut utiliser du pétrole ou du cuivre paie le prix mondial. Nous devons tarifier les émissions de gaz à effets de serre dans l'atmosphère et tous ceux qui génèrent ces émissions paieront le même prix. Ce système va créer une certaine tension par rapport aux notions conventionnelles d'équité, ce qui, je pense, sera tolérable du point de vue de la compétitivité sur les marchés mondiaux. Donc c'est quelque chose auquel nous devons beaucoup réfléchir.

Ma prochaine remarque concernera ce qui a maintenant été mentionné plusieurs fois, l'énorme développement, et pour beaucoup, énormément surprenant, du gaz de schiste aux Etats-Unis, avec le pétrole de schiste se profilant, qui peut produire des résultats également surprenants en quelques années. Le gaz aux Etats-Unis se situe à l'heure actuelle entre 3 et 4 dollars USD pour 1 000 pieds cubiques ou un million de BTU, ce qui est moins de la moitié de ce



que coûte le gaz en Europe. Le prix actuel en Europe n'est sans doute pas un secret pour Christophe, mais c'est un secret pour le reste d'entre nous car les termes du contrat ne sont pas publiquement connus. Le gaz est encore plus cher au Japon.

Une grande décision à laquelle les Etats-Unis doivent faire face à l'heure actuelle est la décision d'exporter ou non tout gaz excédentaire. C'est sujet à controverse car les utilisateurs nationaux du gaz estiment, de façon correcte, que si le marché de l'exportation s'ouvre, le prix du gaz américain va augmenter. Les prévisions politiques sont extrêmement risquées actuellement mais je suppose que les Etats-Unis vont décider d'exporter le gaz et que cela va faire monter le prix du gaz pour l'industrie pétrochimique des Etats-Unis et pour les ménages qui utilisent du gaz pour se chauffer, donc les consommateurs et au moins quelques entreprises seront affectées. Cependant, ce gaz restera peu cher comparé à ce qu'il était il y a cinq ou six ans et comparé aux prévisions d'alors.

Je laisserai les conséquences géopolitiques de tout ceci à notre prochain intervenant mais laissez-moi simplement vous dire que si les volumes sont tels que nous le pensons, nous ne pouvons pas supposer que les autres facteurs resteront identiques dans le reste du monde. Cette situation va créer beaucoup de pressions, en particulier sur le prix du gaz russe arrivant en Europe, pour ne prendre qu'un exemple. Pour en revenir au sujet de la compétitivité, dans la mesure où cela concerne l'industrie américaine, nous avons maintenant des coûts réduits et d'amples réserves ce qui au minimum rendra les segments de l'industrie américaine qui utiliseront ces réserves plus compétitifs sur les marchés mondiaux.

Je veux conclure sur la remarque que Christophe a déjà faite, à savoir qu'il aura un ensemble de cartes complètement différent l'année prochaine et l'année suivante, que la technologie évolue rapidement dans ce domaine avec de fortes interactions entre l'économie et la technologie, que les prévisions pour les entreprises devraient être extrêmement prudentes, car nous vivons dans un monde qui évolue rapidement. Cependant, la direction du changement est radicalement différente de celle à laquelle nous pensions pour les combustibles fossiles il y a cinq ou dix ans. Le principal impact de cette substitution aux Etats-Unis affectera le charbon en tant que source énergétique. Du point de vue du changement climatique, ce changement est extrêmement désirable car par unité de BTU utile, le gaz émet environ moitié moins de gaz à effets de serre que le charbon. Le charbon est cher à déplacer, donc cela affecte également le prix du charbon aux Etats-Unis ainsi que le gaz et nous ne pouvons pas assumer que le prix des autres marchandises restera inchangé. Par conséquent, nous allons avoir beaucoup de fluidité.

Ma remarque finale n'a rien à voir avec la compétitivité. J'ai été surpris que l'IEA dans son dernier rapport convertisse ses prévisions sur 25 ans de la consommation de combustibles fossiles en une augmentation concrète de la température de 3,6 degrés centigrades pour leur principale projection. Je ne suis pas un scientifique mais j'essaie de suivre de près la science climatique. Nous avons à peine affiné notre compréhension de l'impact des concentrations de gaz à effets de serre sur la température mondiale au cours des 20 dernières années. C'est encore une très vaste lacune. Un doublement des équivalents CO<sub>2</sub> à partir des niveaux de 1800 était reconnu comme élevant l'équilibre moyen de la température de surface du globe de 1,5 à 4,5 degrés centigrades il y a 20 ans. Selon ma compréhension, nous avons ajusté d'environ deux dixièmes de degré à partir de cette plage de températures. Nous avons fait un énorme travail de recherche sur le climat au cours des 20 dernières années et c'est une indication de la complexité de notre système climatique dans la mesure où nous n'avons pas encore réglé de façon significative cette incertitude sur la sensibilité de la température par rapport aux concentrations de gaz à effets de serre dans l'atmosphère.

Par conséquent, retirez de vos esprits ces 3,6 degrés. Ce pourrait être la moitié de ce chiffre ou peut-être plus de cinq degrés. Il reste encore une quantité énorme d'incertitude dans ce domaine en dépit des milliards de dollars que nous avons dépensés pour la recherche climatique.